Forum départemental de l'insertion à Brest, décembre 2010

« 18 mois de RSA, période d'essai…»

Intervention de Richard Ferrand

Mesdames, Messieurs,

Depuis 18 mois, le RSA, Revenu de Solidarité Active, est en vigueur.

Sur le plan sémantique, cela commençait mal puisque nous ne sommes pas de ceux qui pensent qu'il puisse y avoir de solidarité passive.

Notre réunion aujourd'hui a pour but de nous interroger sur les résultats d'un dispositif.

Après tout, on aime interroger l'évaluation des politiques publiques, on met les salariés sur le grill des périodes d'essai… alors pourquoi ne pas nous interroger sur les effets, pour les plus pauvres d'entre nous, d'un choix législatif qui voulait à la fois réduire la pauvreté et faciliter l'emploi.

Comme je l'avais redouté et exprimé lors de la visite de Martin Hirsch en Finistère, le RSA portait en lui plus de risques que de vertus. D'abord, il intervenait au mauvais moment, au plus fort de la crise des économies et donc de l'emploi. Il est aussi intervenu au même moment que la profonde refonte du service public de l'emploi, je veux parler ici de la fusion de l'ANPE et des ASSEDIC. Cette fusion a provoqué un choc des cultures dont probablement Pôle emploi n'est pas encore complètement remis.

On ne traite pas les enjeux du service public comme ceux de la production industrielle.
Le RSA portait l'ambition d'accélérer le retour à l'emploi de ses bénéficiaires : il est arrivé au moment où la réduction de l'emploi et l'augmentation du chômage était la plus forte, circonstance atténuante diront leurs auteurs, constat d'imprévoyance, ai-je envie de vous dire.

Et l'on s'est aperçu, dans la phase de passage du RMI en RSA, que la plupart des personnes entrant au RSA devaient, pour des raisons techniques liées au dispositif, être orientées vers Pôle emploi.

On peut dire que l'on est passé près de l'embolie, et que le risque n'est d'ailleurs pas encore complètement derrière nous. Nos invités de Pôle emploi nous diront ce qu'ils en pensent. Madame Hanet, que je remercie d'être là, est directrice nationale de Pôle emploi, Directrice des collectivités territoriales et du partenariat.

Le RSA poursuivait un second objectif : réduire la pauvreté en apportant un plus à chaque heure travaillée pour les gens au dessous d'un certain seuil de revenus.

Nous sommes très en deçà des prévisions et les chiffres de bénéficiaires du RSA dit « activité », moins de 5000 pour le Finistère, représentent moins de 1/3 de ce qui avait été énoncé début 2009.

On s'interroge également sur le type de travailleurs que le RSA aide : précaires, fragiles, pauvres ? Peu importe, me direz vous on n'a que faire, là non plus, de sémantique, mais le fait est que la cible du RSA est floue, mal connue et que en tous cas les gens qu'il aide sortent peu ou pas du seuil de pauvreté. Dès le départ, le RSA ne se fixait d'ailleurs pas comme objectif de franchir le seuil de pauvreté.
C'est un dispositif qui était obéré sur l'enjeu de réduction de la pauvreté car trop petitement dimensionné. Il n'avait, au fil des négociations et passages devant les Assemblées cessé de se réduire.

Est-ce que le RSA permet de sortir de la pauvreté, ou au moins de la soulager ? Est-ce qu'il permet, pour paraphraser M. Duvoux qui interviendra tout à l'heure, aux personnes aidées de regagner un peu d'autonomie ? M Duvoux a mené il y a un an ou deux une étude sur le RMI qui nous renseigne sur ce que l'on peut attendre du RSA. Il fait partie du Comité national d'évaluation du RSA.

Mais en Finistère comme partout en France, nous avons souhaité appliquer au mieux la loi de la République au service des Finistériens. Alors 18 mois après, que fabrique le RSA ?

D'abord une grande confusion. Confusion des rôles, des places, grande complexité à gérer et à suivre toute la diversité des situations et surtout la grande instabilité des situations ; RSA socle, puis RSA activité, puis un peu des deux, et sortie, et retour dans le dispositif.

Les CAF et la MSA, qui sont dans la salle, ont eu grand mérite à mettre tout cela en place de façon acceptable pour les personnes qui en avaient besoin. Et puis tout le monde a été orienté vers Pôle emploi. Plus de 80% des bénéficiaires dans les premiers mois (ça s'est un peu régulé depuis, 50 à 60% aujourd'hui). Au point que les travailleurs sociaux ont pu se dire : « mais le RSA ça n'est plus chez nous, c'est un dispositif de retour à l'emploi, ça ne regarde plus le social » !

RMI ou RSA, il n'y a qu'une chose qui n'a pas changé : ce sont les gens avec leurs problèmes et leurs difficultés. Nous sommes les premiers à dire que l'insertion c'est vers l'emploi, mais nous disons aussi que certains publics, nos concitoyens les plus fragiles, ceux qui sont passagèrement en difficultés, ne peuvent retrouver l'emploi sans un étayage social solide et compétent.

Forcément il n'y a pas de dispositif d'insertion sans emploi : là est la perspective, là est la motivation. Sinon ce n'est que mensonge, on ne parle plus d'insertion mais d'un dispositif d'assistance, de secours, et il en faut !

Et nous disons aussi que dans tout dispositif d'insertion il y a une dimension sociale, sinon ce n'est pas un dispositif d'insertion, c'est un dispositif ordinaire de retour à l'emploi, et Pôle emploi s'en occupe seul. Le RSA est un dispositif d'insertion, c'est sa définition, c'est sa justification.

Or le RSA a dramatiquement clivé les approches, puisqu'il a séparé administrativement l'approche emploi et l'approche sociale : c'est sans doute là son plus grand défaut car depuis des années nous avions appris qu'il n'y a d'issue qu'en articulant, au plus près, les besoins de la personne, social et emploi.

Nos responsables de terrain, la DILE et Pôle emploi nous diront tout à l'heure comment ils travaillent à retisser ces liens qui ont été sinon cassés du moins très altérés.

Notons ici aussi la participation des bénéficiaires du RSA aux équipes pluridisciplinaires et à l'élaboration des pactes territoriaux pour l'insertion et l'emploi qui nous permettent de ne pas perdre de vue la réalité des besoins des personnes.

Au fond, avec désormais le RSA, comment construire une politique d'insertion réussie, c'est-à-dire qui contribue à la réussite des personnes en parcours vers l'emploi durable ?
Il me semble que la réponse à cette question trouve de multiples sources dans les thèmes des forums successifs que nous avons organisés ces quatre dernières années.

Le premier forum portait sur « l'économie sociale et solidaire ». L'insertion doit en effet être économique car elle ne peut pas se développer sans une mobilisation des entreprises, ni même sans un développement économique du territoire.
Et l'insertion ne se développe que si les entreprises ont conscience de leur rôle social. Pas au sens de travail social, mais social au sens de faire société, sociétal comme on dit parfois.

Comment peut-on imaginer une société qui fonctionne harmonieusement en laissant 1/10ème , ou même 1/2ème de ses concitoyens sur le bord de la route : outre qu'elle est scandaleuse, la misère n'est pas bonne pour les affaires.

Le deuxième forum nous a appris que c'est l'accompagnement qui insère, et non les dispositifs. C'est la relation humaine qui seule permet de regagner la confiance perdue, c'est l'empathie qui autorise le dialogue, c'est le respect de l'autre qui permet l'exigence sans laquelle il n'y a pas de progrès.

C'est pour cela qu'il n'y a pas d'insertion sans social, au sens de travail social cette fois, sans la proximité et la compétence du travail social. L'orientation sur dossier ne peut permettre l'insertion que de ceux qui ont déjà leur place. Tous les autres, qui non seulement n'ont pas d'emploi, mais qui n'ont même plus le mode d'emploi, ceux là n'ont aucune chance de s'en sortir sans une relation humaine vraie, de celles qui redonnent le sens...

Le 3ème forum a mobilisé les entreprises. C'est pendant ce forum qu'a été signée par le Président Pierre Maille la Charte associant les entreprises du bâtiment et des travaux publics et le Conseil général et BMO autour de la question de la clause d'insertion.

C'est cette conscience et cette volonté des entreprises de repérer, pas de réserver, mais d'ouvrir certains de leurs emplois à des publics qui en sont pour un temps éloignés qui portent ses fruits.

Le marché du travail est sur-sélectif, et quand en plus le travail est rare... Déjà sans défaut et avec un beau CV, c'est difficile, alors avec un trou dans le CV, pas le bon diplôme ou la bonne qualification qu'il faut, les difficultés deviennent quasi insurmontables !

C'est pourquoi, nous pensons qu'il faut travailler avec les entreprises, pour contribuer à leur développement, et aussi pour qu'elles développent de l'emploi accessible aux publics finistériens en insertion.

Ceci justifie, si besoin était encore, que le Conseil général ait organiquement lié l'économie et l'insertion dans la Commission que préside mon collègue M. Michaël Quernez.

Le quatrième forum de l'insertion a porté sur l'Europe au service de nos politiques d'insertion. Même dans des périodes difficiles, surtout dans des périodes difficiles,le repli sur soi n'ouvre pas d'issue aux problèmes. L'Europe nous propose cette ouverture : la plupart des pays européens vivent les mêmes difficultés que nous.

Qu'inventent les autres pour s'en sortir ? Nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres. Et l'Europe, par le FSE en particulier, est aussi source de moyens supplémentaires qui nous permettent d'améliorer nos actions concrètes.

Enfin cette année, le RSA, période d'essai.

J'ai suggéré ce titre car aussi précaire que celles et ceux auxquels il s'adresse, sont les dispositifs d'insertion qui se sont succédés depuis quelques années.
Comme tout le monde et comme toutes les politiques publiques, le RSA mérite que l'on s'interroge sur sa pertinence, et plus encore sur l'utilisation pertinente que l'on peut en faire concrètement dans la vraie vie.

Malgré les carences d'un dispositif « usine à gaz », nous devons faire avec, nous essayons d'en prendre le meilleur avec l'énergie des uns et des autres, et de tous les partenaires que je salue ici, nous travaillons au service des plus défavorisés d'entre nous.

Ce forum 2010 sera aussi l'occasion cet après midi de donner la parole à ceux qui sont et qui font le RSA : les « bénéficiaires » comme on dit. Nous les entendrons par l'intermédiaire d'une réalisation artistique : le Théâtre du grain (Lionel Jaffres, Alain Maillard), le danseur Herwan Asseh, le musicien Xavier Guillaumin, y travaillent depuis plusieurs mois...

Là et sans doute d'ailleurs le plus important : ne pas mener de politiques publiques sans les concitoyen(ne)s qu'elles concernent. Plusieurs des personnes, bénéficiaires du RSA, qui ont collaboré à ce travail sont présentes dans la salle : qu'elles soient remerciées de leur contribution.

Mesdames et Messieurs, il nous faut tous ensemble une belle énergie et une sacrée détermination pour persévérer : les publics souffrent, la crise s'approfondit, les budgets se resserrent, et les circulaires s'empilent quand les unes ne viennent pas abroger précipitamment les précédentes.

Mais qu'importe les obstacles : aussi longtemps qu'il y aura des hommes, il y aura une espérance et une nécessité de solidarité réelle à laquelle nous sommes fiers d'oeuvrer ensemble, ici, en Finistère.

Je vous remercie.